

PAR COURRIEL

Le vendredi 10 février 2023

L'honorable Chrystia Freeland
Vice-première ministre et ministre des Finances
Ministère des Finances
Édifrice James-Michael-Flaherty
90, rue Elgin
Ottawa (Ontario) K1A 0G5

Objet : Demandes de la Ville de Longueuil dans le cadre des consultations prébudgétaires 2023-2024 du gouvernement du Canada

Madame la Ministre,

Par la présente, la Ville de Longueuil souhaite vous faire part de ses priorités budgétaires dans le cadre des consultations menées par le gouvernement du Canada en prévision de la présentation du prochain budget. Bien que les effets de la pandémie semblent s'estomper peu à peu, les défis auxquels sont confrontées les municipalités restent pour leur part nombreux. Offrant des services de première ligne, les villes doivent composer avec des attentes toujours plus élevées de leur population. Ce faisant, leurs responsabilités ne font que s'accroître, alors que leurs revenus, issus principalement de la taxation foncière, peinent à suivre le même rythme. Cette tendance crée une pression supplémentaire sur les finances municipales lorsque vient le temps de boucler les budgets de fin d'année.

De plus, le contexte inflationniste actuel n'aide en rien à la présente situation. Il nous faut constamment jongler avec la capacité de payer de nos citoyennes et citoyens qui tend à s'effriter, tout en agissant de manière responsable pour maintenir un niveau adéquat et efficace de nos services municipaux, et ce, avec des coûts de construction qui ne cessent de grimper.

Faire face à la crise du logement et prévenir l'itinérance

L'enjeu de l'habitation reste la première préoccupation au sein de notre administration. En effet, le manque de logements sociaux et communautaires sur notre territoire est plus criant que jamais, alors que nous dénombrons près de 1 200 ménages qui sont en attente d'un logement social, selon l'Office d'Habitation de Longueuil (OHL). Les personnes en situation de vulnérabilité ou à risque d'itinérance sont aussi fortement touchées. Elles appellent à l'aide pendant que les ressources communautaires sont à bout de souffle.

À cet égard, nous tenons toutefois à saluer l'obtention, pour la Ville de Longueuil, d'un financement provenant de la phase 3 de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) dans le cadre du volet des villes. Ce financement nous permettra de construire de nouveaux logements ou d'acheter des immeubles existants pour les convertir en logements sociaux et communautaires.

Nous reconnaissons qu'il s'agit là d'une bonne avancée, mais tout en convenant qu'il faudra en faire plus pour rattraper le retard dans la livraison des unités de logements, notamment pour les plus démunis. Un fossé immense se creuse entre le niveau des besoins et les sommes rendues disponibles par les différents programmes gouvernementaux. Celles-ci sont nettement insuffisantes pour répondre à la demande toujours grandissante. C'est pourquoi nous invitons tous les paliers de gouvernement à poursuivre leurs efforts afin d'inverser cette tendance.

Recommandation :

- **Nous recommandons au gouvernement fédéral d'augmenter substantiellement le financement pour la construction de logements sociaux via ses programmes existants.**

Moderniser et mettre aux normes nos infrastructures d'eau

La Ville de Longueuil doit aussi composer avec des défis majeurs avec ses infrastructures d'eau potable et de traitement des eaux usées. Le vieillissement de nos infrastructures, la conformité aux nouvelles normes environnementales et l'augmentation de capacité liée à la croissance démographique sont tous des facteurs venant influencer le bilan de nos infrastructures d'eau.

Les changements climatiques peuvent aussi avoir des effets dommageables sur nos infrastructures, voire accélérer leur dégradation. Longueuil a d'ailleurs expérimenté les affres de la météo le 13 septembre dernier, alors qu'elle a reçu 70 mm de pluie en seulement une heure, soit pratiquement l'équivalent de la moyenne mensuelle des précipitations pour le mois de septembre. Cette quantité exceptionnelle de pluies reçues est venue perturber notre réseau à certains endroits et plusieurs refoulements d'égout ont été constatés. Cet exemple illustre l'important besoin d'adapter nos infrastructures pour les rendre plus résilientes.

En tout, ce sont minimalement 1 G\$ sur dix ans qui devront être investis pour moderniser les infrastructures et les équipements d'eau potable et d'eaux usées sur le territoire de l'agglomération de Longueuil, notamment pour la réalisation de notre plan de gestion des débordements, la mise aux normes de notre usine de traitement des eaux usées et la reconstruction et l'agrandissement de l'usine de filtration d'eau potable Mario Petrone, située dans le secteur du Vieux-Longueuil.

Recommandation :

- **Nous demandons au gouvernement de prévoir une aide financière pour le financement des infrastructures d'eau potable et d'eaux usées de la Ville de Longueuil par l'entremise du programme d'infrastructure Investir dans le Canada – volet Infrastructures vertes.**

Financer le développement de la mobilité durable

La région métropolitaine est aux prises avec un important déficit structurel en transport collectif. Selon l’Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), le déficit cumulé pourrait atteindre 2,6 G\$ en 2027. Cette situation exerce une pression sur les finances des municipalités, dont les contributions augmentent, en plus de mettre en péril la pérennité des infrastructures et des services et de freiner le développement.

À cet égard, nous réitérons nos commentaires transmis lors de la consultation publique de votre gouvernement portant sur le financement permanent du transport en commun. Nous saluons la création d’un fonds permanent dédié au transport collectif. De notre humble avis, ce fonds devrait d’abord servir à financer la pérennisation des infrastructures de transport en commun ainsi que les budgets d’exploitation afin d’améliorer l’offre de services.

Recommandations

- **Nous recommandons au gouvernement du Canada de contribuer significativement à combler le manque à gagner en transport collectif par l’entremise de ce nouveau fonds.**
- **Nous demandons au gouvernement fédéral de remettre au gouvernement du Québec le montant de 350 M\$ comme le précise initialement l’Entente bilatérale Canada-Québec relative au Programme d’infrastructure Investir dans le Canada.**

Nous sommes d’avis que ces enjeux liés à l’habitation, au renforcement des infrastructures locales ou au développement du transport collectif doivent trouver écho auprès des gouvernements supérieurs. À cet égard, la Ville de Longueuil réitère son entière collaboration afin de répondre aux besoins de la population.

En espérant que ces recommandations seront considérées, je vous prie de recevoir, Madame la Ministre, mes salutations les plus distinguées.


Catherine Fournier
Mairesse